

Brochure n° 3005-II

Convention collective nationale

IDCC : 1702. – **TRAVAUX PUBLICS**
(Tome II : Ouvriers)

ACCORD DU 19 DÉCEMBRE 2007
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA AU 1^{ER} JANVIER 2008
(CHAMPAGNE-ARDENNE)

NOR : *ASET0850255M*
IDCC : 1702

Entre :

La fédération régionale des travaux publics (FRTTP) de la région Champagne-Ardenne, groupant les entreprises de travaux publics de Champagne-Ardenne adhérentes :

- au syndicat professionnel régional de l'industrie routière (SPRIR) ;
- aux canalisateurs de France ;
- au syndicat régional des entrepreneurs de travaux publics de Champagne-Ardenne ;
- au syndicat des entreprises de génie électrique (SERCE) ;
- au syndicat des voies ferrées ;
- à l'union des industries et entreprises de l'eau et de l'environnement (UIE),

D'une part, et

La CFDT ;

Le syndicat FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit.

Article 1^{er}

Pour 2008, les valeurs des minima annuels des positions de la classification des ouvriers des travaux publics comme indiqué à l'avenant n° 2 du 24 juillet 2002 à la convention collective nationale des ouvriers du 15 décembre 1992 sont les suivantes :

A compter du 1^{er} janvier 2008

(En euros.)

NIVEAU	COEFFICIENT	SALAIRE MINIMUM ANNUEL (base 35 heures)
I		
- position 1	100	16 700
- position 2	110	16 850
II		
- position 1	125	17 450
- position 2	140	19 500
III		
- position 1	150	20 650
- position 2	165	22 770
IV	180	24 720

Il est rappelé qu'aucun salaire ne peut être inférieur au SMIC en vigueur.

Le barème établi sur la base des 35 heures n'inclut pas les heures supplémentaires (principales et majorations) et s'applique à toute entreprise de travaux publics.

Article 2

Le présent accord sera déposé en 2 exemplaires, une version papier et une version électronique, à la direction des relations du travail, dépôt des accords collectifs, 39-43, quai André-Citroën, 75902 Paris Cedex 15, conformément à l'article L. 132-10 du code du travail.

Un exemplaire sera également déposé auprès du greffe du conseil des prud'hommes du département de la Marne, lieu des signatures.

Article 3

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère du travail, des relations sociales et de la solidarité.

Article 4

Toute organisation syndicale non signataire du présent accord collectif régional pourra y adhérer, conformément à l'article L. 132-9 du code du travail.

Fait à Châlons-en-Champagne, le 19 décembre 2007.

(Suivent les signatures.)